COOPÉRATION ALGÉRO-ALLEMANDE

«C'est à l'Algérie de faire la promotion de son potentiel»

A la fin de sa visite, avant-hier, le président du groupe d'amitié interparlementaire germano-maghrébin, M. Günter Gloser, ancien ministre délégué aux affaires étrangères, chargé des affaires européennes a tenu une conférence de presse à l'hôtel Sofitel d'Alger. Il a surtout conclu à ce que l'Algérie doive faire un effort de promotion de son potentiel développement pour convaincre les entrepreneurs allemands à venir investir sur son territoire.

Photos : DR

Günter Gloser.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Il a d'abord précisé que le groupe d'amitié est ouvert à toutes les sensibilités politiques allemandes et donc, ne porte aucune couleur politique. M. Günter Gloser a souligné qu'à l'issue de ses entretiens avec les officiels algériens, les ministres de l'Energie et de l'industrie notamment, outre ses parlementaires, il a eu plutôt de «bonnes impressions» quant à la «volonté de ces derniers à aller de l'avant en matière de coopération économique entre les deux pays». Ainsi, et inévitablement, le projet «Desertec Algérie» refait surface, les énergies renouvelables étant le potentiel qui motive le plus les Allemands. Selon M. Gloser, il reste encore des détails techniques à affiner, comme le transport de l'énergie et le prix de celle-ci.

Même s'il a avoué, du bout des lèvres, qu'il existe d'autres blocages à un certain niveau de la décision politique. «C'est un projet conçu par des entrepreneurs privés qui se sont associés avec un privé algérien.

Ils pensaient que c'est comme en Allemagne et ne savaient pas que l'économie est organisée de manière différente en Algérie.

Le gouvernement algérien a néanmoins donné son accord de principe et je pense que les responsables algériens aborderont le dossier avec beaucoup de doigté et de perspicacité», a-t-il estimé.

Et d'ajouter : «L'Algérie a eu d'autres expériences avec les étrangers comme les Chinois qui viennent avec leur main-d'œuvre. Et nous sommes conscients que la coopération entre nos deux pays ne pourrait être fructueuse si la population n'en profite pas.»

A propos de la formation justement, M. Gloser a indiqué que son pays pourrait être d'un grand secours et il est possible d'augmenter le nombre de bourses au profit des étudiants algériens. «Comparativement à des pays comme la France ou l'Italie ou encore la Chine, j'estime que nous avons beaucoup de retard à rattraper en termes d'échanges commerciaux avec l'Algérie même s'il y a beaucoup d'entreprises allemandes qui se sont installées en Algérie, bien avant la signature de l'accord d'association avec l'UE. Mais, il ne s'agit pas de vendre seulement des marchandises, il faut créer des emplois et former des travailleurs algériens.

Ce sont les deux critères que les entreprises allemandes doivent prendre en considération s'ils veulent profiter des potentialités d'investissement en Algérie», recommande-t-il.

Comme il a considéré que «c'est à l'Algérie de faire la promotion de son potentiel développement et le créneau économiquement porteur pour convaincre les entrepreneurs allemands d'investir en Algérie», et ce n'est pas l'affaire de l'ambassade d'Allemagne à Alger seulement.

M. Gloser continuera son périple au Maghreb où il marquera deux haltes encore, au Maroc et en Mauritanie, avant de rentrer en Allemagne. Avant de venir à Alger, il est passé par Tunis où il a effectué sa 17e visite, la première depuis la «révolution». Au sujet du vent de changement qui souffle sur le monde arabe et le Maghreb, il a jugé que le plus dur reste à faire en Tunisie, car, explique-t-il, il ne sert à rien de renverser un régime pour en installer son clone.

En ce qui concerne le cas de l'Algérie, il a plutôt affiché un signe de satisfaction : «En Algérie, c'est différent par rapport à la Tunisie.

A lire les journaux, il y a quand même des articles critiques.»

L. H.

GESTION DES FONDS D'INVESTISSEMENT DE WILAYA

La filiale de Capital investissement de la BEA en phase de création

Baptisée Ras El Mel Investissement Algérie, la filiale de Capital investissement de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) est en phase de création, en partenariat avec le groupe bancaire portugais Banco Espirito Santo (BES) et un fonds d'investissement français. Cette filiale devra, selon le directeur général adjoint commercial à la BEA, gérer les fonds d'investissements de l'Etat en soutien aux petites et moyennes entreprises créées par les jeunes entrepreneurs.

La BEA prévoit une campagne de vulgarisation de ce dispositif.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Une filiale de Capital Investissement, en partenariat avec le groupe bancaire portugais Banco Espirito Santo (BES) et un fonds d'investissement français, sera prochainement mise en place. Elle assurera la gestion des fonds d'investissement de wilaya», a affirmé Saïd Kessasra, directeur général adjoint commercial à la BEA, ce jeudi à Alger. S'agissant du choix des partenaires, il estime que «l'expérience étrangère est très importante et aidera dans la maîtrise des techniques de prise de parts dans les sociétés».

Gérés par la BEA, les fonds d'investissements des wilayas de Tizi-Ouzou, Djelfa, M'sila, Bordj-Bou-Arréridj, Saïda, Tissemsilt, Chlef, El-Oued, Ghardaïa et Laghouat «seront opérationnels début avril prochain», a annoncé le responsable.

Pour ce faire, la BEA prévoit une campagne de vulgarisation de ce dispositif dès le 8 mars prochain. «Des rencontres locales avec l'ensemble des opérateurs PME-PMI et promoteurs sont prévues dans les dix wilayas.

Il sera question de vulgariser le dispositif à l'adresse des jeunes entrepreneurs concernés et par la même de détecter tous les projets potentiels pouvant être financés par ce fonds», explique-t-il.

A raison d'un milliard de dinars par wilaya, assurés par le Trésor, ces fonds sont chargés de participer au capital des PME, notamment celles créées par les jeunes entrepreneurs. Ils interviennent également dans le développement et l'extension des entreprises déjà en activité. «La banque accompagnera et assistera les promoteurs dans le montage et le financement de leurs projets.

Elle contribuera à hauteur de 49%, niveau maximum, dans le capital social de la société», précise le banquier.

Le taux de financement par la banque est, lui aussi, fixé à un seuil maximum de 5% de l'enveloppe allouée à chaque wilaya, soit 50 millions de dinars par entreprise, «sauf dérogation de la part du ministère des Finances», précise-t-il encore. Toutefois, poursuit-il, «cette formule n'exclut pas le recours du promoteur à un crédit bancaire classique».

R. N.